



**HAL**  
open science

## Donner sens et cohérence à la désertion en contexte de guerre : les émotions d'ex-militaires syriens

Valentina Napolitano

### ► To cite this version:

Valentina Napolitano. Donner sens et cohérence à la désertion en contexte de guerre : les émotions d'ex-militaires syriens. *Critique Internationale*, Presses de sciences po, 2021, N° 91 (2), pp.67-87. 10.3917/crii.091.0070 . ird-03697262

**HAL Id: ird-03697262**

**<https://hal.ird.fr/ird-03697262>**

Submitted on 16 Jun 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## DONNER SENS ET COHÉRENCE À LA DÉsertION EN CONTEXTE DE GUERRE : LES ÉMOTIONS D'EX-MILITAIRES SYRIENS

[Valentina Napolitano](#)

Presses de Sciences Po | « Critique internationale »

2021/2 N° 91 | pages 67 à 87

ISSN 1290-7839

ISBN 9782724636741

DOI 10.3917/crui.091.0070

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2021-2-page-67.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Donner sens et cohérence à la désertion en contexte de guerre : les émotions d'ex-militaires syriens

---

par Valentina Napolitano

Entre 2011 et 2013, face à la répression des manifestations contre le régime de Bachar al-Assad et à la violence du conflit qui s'est ensuivi<sup>1</sup>, plusieurs milliers de militaires syriens ont décidé de quitter l'armée<sup>2</sup>. Une partie d'entre eux ont rejoint les groupes de l'opposition et ont contribué à la création de l'Armée syrienne libre (ASL) au cours de l'été 2011. D'autres se sont exilés en Turquie, au Liban et en Jordanie. Certes, ces désertions ont touché en majorité les soldats volontaires et les recrues du service militaire obligatoire, mais elles ont concerné aussi des brigadiers généraux et des colonels lieutenants, tels le général de la Garde républicaine Manaf Tlass, fils de l'ancien ministre de la Défense<sup>3</sup>, et le pilote de l'aviation militaire Hassan Hamad, qui a fait atterrir son avion en Jordanie pour y demander l'asile<sup>4</sup>. Souvent filmées et diffusées sur les réseaux sociaux, ces défections

---

1. Thomas Pierret, « La révolution syrienne : morphologie d'une militarisation », *Les Cahiers de l'Orient*, 107 (3), 2012, p. 75-82 ; Ziad Majed, *Syrie, la révolution orpheline*, Paris, Actes Sud, 2013 ; Leila al-Shami, Robin Yassin-Kassab, *Burning Country. Syrians in Revolution and War*, Londres, Pluto Press, 2016.

2. Les estimations disponibles oscillent entre 20 000 et 100 000 déserteurs au sein d'une armée qui comptait près de 300 000 hommes en 2011. Florence Gaub, « Syria's Military: Last Man Standing? », Carnegie Endowment for International Peace, 29 juillet 2014 (<https://carnegieeurope.eu/strategieurope/56274>).

3. Georges Malbrunot, « La défection du général Tlass frappe la Syrie au sommet », *International*, 6 juillet 2012 (<https://www.lefigaro.fr/international/2012/07/06/01003-20120706ARTFIG00478-la-defection-du-general-tlass-frappe-la-syrie-au-sommet.php>).

4. Armin Arefi, « Syrie : le Mig-21 qui change tout », *Le point*, 22 juin 2012 ([https://www.lepoint.fr/monde/syrie-le-mig-21-qui-change-tout-22-06-2012-1476509\\_24.php#](https://www.lepoint.fr/monde/syrie-le-mig-21-qui-change-tout-22-06-2012-1476509_24.php#)).

ont alimenté à l'époque le sentiment que le régime de Damas était en train de s'effriter de l'intérieur. Cet espoir a toutefois été déçu, tout d'abord, par l'affirmation des mouvements djihadistes qui ont marginalisé l'ASL, puis par l'intervention russe qui, dès 2015, a fait pencher la balance en faveur du régime, lui permettant de regagner la plupart des territoires qui avaient échappé à son contrôle.

Dès lors, et plus de dix ans après le début du conflit, que sont devenus les déserteurs syriens ? Malgré l'attention médiatique qu'ils ont suscitée, on en sait encore très peu sur les trajectoires de ces ex-militaires<sup>5</sup>. Les analyses disponibles relèvent principalement de l'expertise et interrogent notamment les déterminants de la loyauté et de la désertion, en surestimant le poids des bénéfices matériels et économiques<sup>6</sup>. D'autres études soulignent le rôle des réseaux familiaux et d'interconnaissances dans le fait de passer d'un sentiment de désaffection vis-à-vis de l'instance militaire à l'acte de désertion<sup>7</sup>. Elles ne rendent pas compte cependant de la manière dont ces relations de proximité réactivent des dispositions et des subjectivités différentes en fonction des profils sociologiques des déserteurs. Et ne permettent pas, non plus, de saisir les ressorts complexes de la désertion dans un contexte de haute surveillance interne à l'armée, face aux risques de représailles auxquels sont exposés les déserteurs et aux conséquences socioéconomiques de ce choix qui peuvent se révéler particulièrement lourdes.

Indépendamment du cas syrien, dans d'autres contextes aussi la désertion militaire est envisagée principalement à partir d'un questionnement centré sur les « causes » individuelles, collectives ou contextuelles de la désobéissance. Si cette réflexion concerne en général les conflits entre États, et notamment les deux guerres mondiales<sup>8</sup>, l'étude des désertions au cours des conflits internes et civils met au jour plusieurs facteurs qui contribuent au maintien de la loyauté – la coercition, l'établissement de « normes de coopération » et de liens d'interdépendance<sup>9</sup> – et d'autres qui facilitent la désertion, par exemple le passage sous contrôle de groupes rebelles des régions d'où sont originaires les militaires<sup>10</sup>.

5. Plusieurs travaux ont été consacrés aux trajectoires des « révolutionnaires » et à leur reconversion dans l'action humanitaire en exil. Léo Fourn, « De la révolte à l'exil : variations autour de l'engagement d'activistes syriens », dans Erminia Chiara Calabrese, Valentina Napolitano (dir.), *Violence et militantisme. Parcours d'engagements au Proche-Orient*, Paris, CNRS Éditions, 2017, p. 115-135 ; L. Fourn, « De la révolution au travail humanitaire. Reconversions de militants syriens exilés au Liban », *Revue internationale de politique comparée*, 25 (1-2), 2018, p. 63-81 ; Laura Ruiz de Elvira, « From Local Revolutionary Action to Exiled Humanitarian Work », *Social Movement Studies*, 18 (1), 2019, p. 36-55.

6. Dorothy Ohl, Holger Albrecht, Kevin Koehler, « For Money or Liberty? The Political Economy of Military Desertion and Rebel Recruitment in the Syrian Civil War », Carnegie Endowment for International Peace, 2015 (<https://carnegieendowment.org/2015/11/24/for-money-or-liberty-political-economy-of-military-desertion-and-rebel-recruitment-in-syrian-civil-war-pub-61714>).

7. D. Ohl, H. Albrecht, K. Koehler, « From Disaffection to Desertion: How Networks Facilitate Military Insubordination in Civil Conflict », *Comparative Politics*, 48 (4), 2016, p. 439-457.

8. André Loez, Nicolas Mariot (dir.), *Obéir, désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, Paris, La Découverte, 2008.

9. Theodore McLauchlin, « Desertion and Collective Action in Civil Wars », *International Studies Quarterly*, 59 (4), 2015, p. 669-679.

10. T. McLauchlin, « Desertion, Terrain, and Control of the Home Front in Civil War », *Journal of Conflict Resolution*, 58 (8), 2014, p. 1419-1444.

Ma démarche ici consiste à questionner non pas les causes de la désertion mais son processus même, en analysant les trajectoires sociales d'anciens militaires syriens avant et après leur défection. Cette réflexion longitudinale, qui se situe dans le prolongement de travaux récents envisageant les trajectoires des acteurs sur un *continuum* allant de l'avant-guerre à l'après-guerre<sup>11</sup>, devient particulièrement éclairante dès lors qu'elle est combinée à l'analyse des registres émotionnels et moraux que les ex-militaires mobilisent dans leurs récits. La peur, le dégoût, le sentiment d'injustice et d'humiliation, la déception et l'amertume y apparaissent en effet pour expliquer la désertion et les trajectoires empruntées ensuite, alors même que l'éloge de l'intégrité et de la valeur de ces ex-militaires est un élément récurrent dans les discours de leur entourage familial. Émotions et sentiments s'inscrivent ainsi dans ce que Didier Fassin appelle des « économies morales », c'est-à-dire des systèmes régulant « la production, la répartition, la circulation et l'utilisation des sentiments moraux, des émotions et des valeurs, des normes et des obligations dans l'espace social »<sup>12</sup>, et qui donc se « déplacent et se négocient en fonction des circonstances et des configurations »<sup>13</sup>. L'analyse conjointe de ces « économies morales » et des mutations des statuts sociaux occupés par les déserteurs au fur et à mesure de l'évolution du conflit syrien vise tout d'abord à faire ressortir les procédés de mise en cohérence de la désertion avec les trajectoires passées et présentes des ex-militaires<sup>14</sup>. Il ne s'agit donc pas de leur attribuer *a posteriori* des émotions et de faire de celles-ci les déterminants de leur défection, mais de saisir comment, de manière rétrospective<sup>15</sup>, ces émotions participent à une mise en récit de la désertion et du bouleversement des subjectivités et des statuts sociaux qui en découle. Ensuite, dans ce conflit interne<sup>16</sup> où le front se situe au plus près des espaces de la vie quotidienne<sup>17</sup> et où la violence oppose les membres d'une même nation, analyser les registres

11. Paul Richards, « New War: An Ethnographic Approach », dans P. Richards (ed.), *No Peace, no War: An Anthropology of Contemporary Armed Conflicts*, Oxford, James Currey, 2005, p. 1-21 ; Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013 ; Dominique Linhardt, Cédric Moreau de Bellaing, « Ni guerre, ni paix. Dislocations de l'ordre politique et décentonnements de la guerre », *Politix*, 104 (4), 2013, p. 7-23.

12. Didier Fassin, « Les économies morales revisitées », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 64 (6), 2009, p. 1257.

13. *Ibid.*, p. 1265.

14. Sur les émotions comme outils de compréhension des trajectoires d'ex-combattants et du processus de réinsertion et de retour à la vie civile, voir Enzo Nussio, « Emotional Legacies of War among Former Colombian Paramilitaries », *Peace and Conflict: Journal of Peace Psychology*, 18 (4), 2012, p. 369-383.

15. Sur cette posture méthodologique, voir, dans ce numéro, Amélie Blom, « Les dynamiques émotionnelles du militantisme jihadiste : propositions méthodologiques sur leur repérage », *Critique internationale*, 91, 2021, p. 113-134.

16. Sans négliger l'importance des acteurs étrangers dans le conflit actuel, je préfère employer le qualificatif interne, en référence aux dynamiques initiales de ce conflit qui a fait suite à la répression d'une contestation populaire pacifique. Par ailleurs, je privilégie ce terme à celui de conflit civil qui, comme le remarque Franck Mermier, « tend à opposer deux camps et [à] les mettre sur le même plan, occultant la responsabilité du régime dans l'engrenage du conflit ». Franck Mermier, « Présentation », dans F. Mermier (dir.), *Écrits libres de Syrie. De la révolution à la guerre*, Paris, Classiques Garnier, 2018, p. 8.

17. Teresa Koloma Beck, *The Normality of Civil War. Armed Groups and Everyday Life in Angola*, Francfort-sur-le-Main, Campus Verlag, 2013.

émotionnels et moraux a pour but de comprendre la manière dont se redéfinissent les frontières entre les groupes<sup>18</sup> et les « communautés émotionnelles », que Barbara Rosenwein définit comme « des groupes sociaux pensés sous l'angle de leurs liens affectifs et de la manière dont ils évaluent et donnent expression à leurs émotions »<sup>19</sup>. Cette perspective permet d'appréhender les émotions dans leur dimension proprement sociale et politique, c'est-à-dire dans la possibilité qu'elles offrent de « retranscrire des expériences individuelles partiellement indicibles dans un système de significations et de prescriptions normatives socialement reconnues »<sup>20</sup> pour reprendre les propos de Christophe Traïni.

Dans quelle mesure les émotions et les sentiments moraux qui émergent dans les récits de déserteurs permettent-ils de saisir l'univers social dans lequel a pris forme leur désertion ? Que nous disent-ils de la manière dont se perçoivent et sont perçus les déserteurs ? Que nous révèlent-ils de leurs trajectoires post-défection et de la manière dont ils se projettent dans le futur ? Je tenterai de répondre à ces questions en m'appuyant sur les données collectées lors d'une enquête de terrain réalisée entre 2018 et 2019 en Jordanie, pays qui a accueilli près de 2 500 anciens militaires syriens<sup>21</sup>. D'abord installés dans un camp spécifique dans le nord du pays<sup>22</sup>, ces derniers ont ensuite obtenu l'autorisation de s'installer sur l'ensemble du territoire. Des entretiens biographiques ont été conduits auprès de neuf anciens militaires réfugiés à Amman, la capitale, à Irbid, et dans le camp de Zaatari dans le nord<sup>23</sup>. La rencontre avec deux d'entre eux s'est faite par l'intermédiaire d'une association syrienne qui, au début du conflit, fournissait des aides médicales aux blessés. Les sept autres ont été contactés grâce aux réseaux de connaissances d'un ex-militaire établi à Zaatari que j'avais rencontré dans le cadre d'une enquête plus large portant sur les reconfigurations de la société syrienne dans la guerre et l'exil. Les anciens militaires que j'ai interviewés pour cette recherche sont originaires de la campagne de Deraa et de la ville de Sweida, au sud de la Syrie. Ils sont issus de la communauté sunnite, à l'exception de l'un d'entre eux qui est druze. Je m'appuierai plus précisément sur les trajectoires de quatre de ces militaires auprès desquels j'ai conduit plusieurs

18. Linda Åhäll, Thomas Gregory, « Introduction », dans L. Åhäll, T. Gregory (eds), *Emotions, Politics and War*, Londres, New York, Routledge, 2015, p. 1-15.

19. Barbara H. Rosenwein, « Les communautés émotionnelles et le corps », *Médiévales*, 61, 2011, p. 55-75.

20. Christophe Traïni, « Des sentiments aux émotions (et vice-versa). Comment devient-on militant de la cause animale ? », *Revue française de science politique*, 60 (2), 2010, p. 340.

21. Ces chiffres proviennent d'estimations publiées par la presse locale jordanienne. Voir par exemple « 2500 déserteurs du régime syrien en Jordanie », *Amman net*, 26 juillet 2015. En août 2020, le pays a accueilli près de 650 000 réfugiés syriens officiellement enregistrés auprès de l'UNHCR (<https://data2.unhcr.org/en/situations/syria/location/36>) (consulté le 4 février 2021).

22. Selon les informations disponibles, il s'agirait du camp d'accueil d'al-Râghi, une ancienne résidence de travailleurs transformée, située entre Irbid et Mafraq.

23. Cette enquête s'inscrit dans un projet de recherche plus vaste sur les recompositions familiales induites par la guerre en Syrie. Elle a été réalisée dans le cadre du programme SoV « Sortir de la violence » soutenu par l'Agence nationale de la recherche, projet ANR-16-CE39-0010. Les entretiens rapportés ici ont été conduits en arabe et traduits par mes soins.

entretiens (entre deux et trois) à leur domicile, ce qui m'a permis d'observer leurs interactions avec leur entourage familial et de converser de manière informelle avec leurs proches. Je m'appuierai également sur les vidéos produites par des déserteurs pour annoncer leur défection, ces documents étant accessibles sur les réseaux sociaux ou ayant fait l'objet d'un travail d'archivage par des plateformes d'activistes syriens, notamment « Mémoire créative de la révolution syrienne »<sup>24</sup>.

Après avoir montré que la désertion intervient dans un climat de peur et de dégoût engendré par la violence du régime syrien à l'égard du mouvement révolutionnaire qui a vu le jour en 2011, je montrerai que ces émotions réactivent un sentiment d'injustice ancien. Je me focaliserai ensuite sur la référence aux attaques perpétrées à l'encontre des proches, « femmes et enfants innocents », comme registre moral particulièrement puissant visant à déshumaniser l'armée et à marquer une rupture avec celle-ci. J'insisterai sur la manière dont ces registres moraux convoqués dans les vidéos annonçant la désertion intègrent un « dispositif de sensibilisation »<sup>25</sup>, employé notamment par l'ASL dans le cadre de sa mobilisation. Enfin, je me pencherai sur les difficultés de reconversion des déserteurs dans l'opposition armée, et sur le sentiment de déception et d'amertume qui résulte d'un désengagement ultérieur. Je reviendrai également sur les récits des proches, qui louent la valeur et l'intégrité de ces ex-militaires, leur permettant de retrouver une estime de soi malgré le déclassement social vécu.

### Violences et réactivation d'un sentiment d'injustice ancien

Les récits des ex-militaires syriens commencent systématiquement par la description des violences perpétrées par l'armée à l'encontre non seulement des militaires suspectés de vouloir désertir mais aussi de la population, cible de la répression du régime. S'ils évoquent un climat de peur et un sentiment de dégoût à l'égard de l'armée, ces récits confortent également une conscience déjà bien ancrée, celle d'un sentiment d'injustice ancien, voire « structurel », adjectif employé par Pénélope Larzillière pour désigner « l'accumulation sur la durée d'expériences d'humiliation, de vexations et de discriminations »<sup>26</sup>. Ce sentiment devient *a posteriori* une légitimation de l'action. Il semble en effet que, dans leurs récits, ces ex-militaires, issus pour la plupart de la communauté sunnite, cherchent

24. <https://creativememory.org/fr/archives/33987/la-memoire-creative-de-la-revolution-syrienne/> (consulté le 4 février 2021).

25. Défini par Christophe Traïni et Johanna Siméant comme « l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène, que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue ». Christophe Traïni, Johanna Siméant, « Introduction. Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? », dans C. Traïni (dir.), *Émotions... Mobilisation !* Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 11-34.

26. Pénélope Larzillière, « Sentiment d'injustice et engagement. Les expressions militantes de chocs moraux en contexte coercitif ou autoritaire », *Cultures & Conflits*, 110-111 (2-3), 2018, p. 160.

à établir un lien entre les violences présentes et les discriminations dont ils estiment avoir été victimes tout au long de leur carrière. De fait, depuis l'arrivée au pouvoir de Hafez al-Assad en 1971, les postes à responsabilités au sein de l'armée, des services de sécurité et de la fonction publique ont été attribués à des membres de la communauté alaouite<sup>27</sup>, dont le président lui-même était issu<sup>28</sup>. Certes, pour de nombreux Syriens issus des zones rurales<sup>29</sup>, le fait d'intégrer l'armée était un moyen d'ascension sociale, mais la possibilité de gravir les échelons hiérarchiques est demeurée limitée pour ceux qui n'étaient pas de confession alaouite, et cette différenciation en fonction des appartenances confessionnelles s'est concrétisée au quotidien par de multiples formes de subordination et d'humiliation<sup>30</sup>. Par ailleurs, même si elles ne portent pas de revendications d'ordre communautaire, et appellent au contraire à l'unification des Syriens dans leur quête de liberté et de dignité, les manifestations anti-régime se déroulent principalement dans des régions sunnites socialement et économiquement défavorisées<sup>31</sup>. Dans les témoignages des ex-militaires, on trouve ainsi à la fois le récit relatif au durcissement de la surveillance à l'égard des militaires issus de régions contestataires et celui des violences subies par les populations de ces mêmes régions. Cette mise en parallèle établit une continuité entre ces formes d'injustices.

Abou Khalil, 50 ans, colonel de la Garde républicaine, a fait le choix de désertir au cours de l'été 2012. Originaire du village de Sheikh Meskin près de Deraa, il avait intégré la faculté militaire à Damas en 1989. Il raconte comment, lorsque les manifestations ont commencé dans sa ville natale, la hiérarchie militaire s'est mise à douter de la loyauté de certains militaires : « L'accusation de trahison [*kbiyana*] visant les natifs des régions et des villages où se déroulaient les événements [*al-abdâth*]<sup>32</sup> était devenue facile. Nous devons collaborer et donner des informations sous peine d'être considérés comme des traîtres. Nos supérieurs ont commencé à douter de tout le monde. Ils voulaient que nous jouions un rôle et que nous nous retrouvions entre deux feux : d'un côté, notre village et notre environnement social, de l'autre, les ordres militaires qui ne tenaient pas compte des liens sociaux »<sup>33</sup>.

Aux menaces et aux pressions exercées par la hiérarchie militaire, qui provoquent chez ces militaires le sentiment d'être pris en étau entre la nécessité d'obéir aux

27. Secte musulmane chiite hétérodoxe qui représente environ 10 % de la population syrienne, la population sunnite représentant près de 80 % selon des estimations non officielles.

28. Carolina Donati, *L'exception syrienne*, Paris, La Découverte, 2009, p. 65-95.

29. Hanna Batatu, *Syria's Peasantry, the Descendants of Its Lesser Rural Notables, and Their Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

30. Hicham Bou Nassif, « "Second-Class": The Grievances of Sunni Officers in the Syrian Armed Forces », *Journal of Strategic Studies*, 38 (5), 2015, p. 626-649.

31. Leïla Vignal, « Syrie, anatomie d'une révolution », *La vie des idées*, 27 juillet 2012 (<https://lavedesidees.fr/Syrie-anatomie-d-une-revolution.html>).

32. Ce terme est utilisé principalement par les partisans du régime syrien pour faire référence aux manifestations populaires qui ont débuté en mars 2011 et que l'opposition qualifie plutôt de « révolution » (*thawra*).

33. Trois entretiens ont été réalisés entre janvier 2018 et décembre 2019, dans le camp de Zaatari.



ordres et celle de respecter leurs appartenances locales, se sont ajoutées des discriminations ouvertement confessionnelles. Pour Abou Nour, 50 ans, originaire du village de Tafs près de Deraa, ancien colonel de la Garde républicaine et compagnon de route d'Abou Khalil, c'est durant cette période que se sont dévoilées les pratiques confessionnelles de l'armée : « Nous avons commencé à entendre des insultes religieuses. Faire la prière était déjà interdit dans l'armée, mais nos supérieurs se sont mis à insulter notre religion aussi. Le sectarisme était devenu évident. Un collègue pouvait être appelé et emprisonné seulement parce qu'il était sunnite et parce qu'il était soupçonné de vouloir faire défection. Le 3 avril 2012, dans mon village, les manifestants ont décroché le portrait de Bachar al-Assad. Tout de suite après, j'ai été appelé pour un interrogatoire. J'ai été accusé d'avoir insulté le Président et de soutenir les terroristes ! Bien évidemment, ces accusations étaient mensongères, car s'ils avaient eu une seule preuve de ma culpabilité, j'aurais été emprisonné. Je l'ai échappé belle. Certains militaires sont restés enfermés trois ans ! »<sup>34</sup>.

Cette violence à caractère explicitement confessionnel mise en œuvre par le régime au sein même de l'armée s'est exercée également contre la population civile. Mazen, 34 ans, originaire lui aussi de Sheikh Maskin, et soldat volontaire, exprime son indignation et son dégoût face aux actes commis par l'armée : « Ma brigade a été l'une des premières à investir les villages. Et comme tu le sais, dans l'armée, le traitement est différent selon la confession. La manière de traiter les civils était terrible. J'ai vu l'injustice [*zulm*] de mes propres yeux. Les militaires ont commencé à emprisonner les gens en fonction de leur nom : "Tu t'appelles comme ça, tu es originaire de telle ou telle région, etc.". Puis ils les mettaient en prison. À Homs [dans le nord de la Syrie], deux hommes ont été arrêtés à un *checkpoint*. Ils ont été emprisonnés juste parce qu'ils étaient originaires de Talbise et qu'il venait d'y avoir une manifestation dans cette ville. Les soldats ont rédigé un faux rapport dans lequel ils disaient que ces hommes étaient entrés dans la ville et y avaient semé le chaos, obligeant les gens à sortir manifester. Après les avoir emprisonnés et avoir détruit leur voiture, ils les ont traités encore pire que des animaux. Il y a eu plein d'autres épisodes comme celui-ci. C'était injuste ! »<sup>35</sup>.

La mise en parallèle des violences subies par les déserteurs et de celles infligées à la population révèle un sentiment d'identification à une communauté spécifiquement visée par le régime. Cette identification collective, du moins telle qu'elle est présentée rétrospectivement<sup>36</sup>, permet de prendre de la distance par rapport

34. Entretien, septembre 2019, camp de Zaatari.

35. Deux entretiens ont été réalisés en octobre et décembre 2019 dans le camp de Zaatari.

36. Les désertions se font le plus souvent de manière individuelle en raison des risques élevés de représailles. Si les déserteurs ont pu se coordonner avec un membre de leur famille ou un ami, il n'y a pas eu, au cours du conflit, de véritables mutineries collectives.

à l'humiliation subie personnellement<sup>37</sup> tout en établissant une continuité entre violences présentes et passées. On retrouve de telles dynamiques dans d'autres conflits où la décision de désertir est alimentée par des inégalités sociales, ethniques, religieuses et linguistiques. Au cours de la première guerre mondiale, par exemple, les soldats flamands de l'armée belge se sont révoltés pour dénoncer les discriminations sociales et linguistiques qui les maintenaient aux échelons les plus bas de la hiérarchie militaire<sup>38</sup>. Compte tenu de ces éléments, il convient donc d'étudier, aussi, les motivations mises en avant par les militaires qui n'appartiennent pas aux communautés se percevant comme discriminées, et qui sont bien intégrés dans le système de pouvoir. Parmi les déserteurs rencontrés en Jordanie, Hafez, 54 ans, originaire de la ville de Sweida au sud, est issu de la communauté druze, laquelle est demeurée en grande partie loyale au régime qui pratique depuis longtemps une politique de défense des minorités religieuses<sup>39</sup>. Ancien brigadier des Forces aériennes, il explique pourquoi il a déserté : « J'ai annoncé ma défection de l'armée en juin 2012 parce que j'ai refusé de participer à la répression des manifestations à Hama. J'ai refusé d'ouvrir le feu sur des personnes sans armes. Ensuite, j'ai été recherché par les services de sécurité et j'ai fui à travers le désert, vers Deir al-Zor, avec des amis à moi »<sup>40</sup>.

Le fait de se trouver face à face avec des manifestants et de devoir participer directement à la répression a constitué pour Hafez un moment de basculement qui renvoie à ce que James Jasper définit comme un « choc moral » : une réaction viscérale à un événement inattendu qui implique un changement des subjectivités et des conduites<sup>41</sup>. Cette scène que l'on imagine particulièrement bouleversante, et qui est évoquée par d'autres militaires ayant filmé leur déclaration de désertion, constitue un point de rupture : la situation devient intenable parce qu'elle révèle que l'armée s'est résolument détournée de sa vocation première – la défense du peuple – et qu'elle est devenue « un pion dans les mains d'un régime criminel », pour reprendre les mots employés par Hafez plus loin dans la conversation. Contrairement à d'autres militaires qui inscrivent leur décision de désertir dans le prolongement d'un sentiment d'injustice ancien et d'une appartenance à un destin collectif, Hafez dénonce plutôt les erreurs et la corruption du régime dont

37. P. Larzillière, « Sentiment d'injustice et engagement. Les expressions militantes de chocs moraux en contexte coercitif ou autoritaire », art. cité, p. 165.

38. Bruno Benvindo, « Désertir le front belge. La guerre et ses marges, 1914-1918 », dans A. Loez, N. Mariot (dir.), *Obéir, désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, op. cit., p. 329-344.

39. Sur le rapport entre pouvoir syrien et minorités religieuses, et plus généralement sur la question confessionnelle dans le contexte du conflit, voir Nora Benkorich, « Les minorités dans le "printemps syrien". Tous avec Bachar ? », *Le Débat*, 169 (2), 2012, p. 23-34 ; Laura Ruiz de Elvira, Souhail Belhadj, « Sectarianism and Civil Conflict in Syria: Reconfigurations of a Persistent Issue », dans Paola Rivetti, Hendrik Kraetzschmar (eds), *Islamists and the Politics of the Arab Uprisings. Governance, Pluralisation and Contention*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2018, p. 322-341.

40. Deux entretiens ont été réalisés en 2019 dans la ville d'Irbid dans le nord de la Jordanie.

41. James M. Jasper, « Constructing Indignation: Anger Dynamics in Protest Movements », *Emotion Review*, 2014, p. 208-213 (<https://doi.org/10.1177/1754073914522863>) ; C. Traïni, « Choc moral », dans Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 101-107.

il réclame la chute. Il donne en outre une légitimité historique à son geste en expliquant que la communauté druze doit sortir de son isolement. Et il rappelle l'exemple de Sultan Basha al-Atrash, leader druze qui a conduit la révolte syrienne de 1925-1927 contre le pouvoir mandataire français, avec des mouvements nationalistes arabes. Au-delà du « choc moral » initial, le récit de Hafez est donc explicitement ancré dans des registres politiques et idéologiques. Ce sont, par ailleurs, ses convictions et sa volonté de mobiliser la communauté druze dans l'avènement d'une « Syrie libre et pluraliste » qui l'incitent ensuite à s'engager dans l'ASL dans l'est de la Syrie, avant de s'exiler d'abord en Turquie, puis en Jordanie en janvier 2013.

Ainsi la peur et le dégoût forment-ils le socle émotionnel commun aux déserteurs syriens confrontés directement ou indirectement aux violences perpétrées par le régime. Ces émotions sont ensuite associées à des registres moraux et politiques qui, en fonction du profil social et de la communauté confessionnelle d'appartenance, permettent aux déserteurs d'ancrer leurs ressentis individuels dans une trajectoire collective. Cependant, d'autres registres émotionnels sont mobilisés qui s'inscrivent dans un marquage des frontières de groupe et ont une fonction expressive, dans le sens où ils visent à susciter l'identification et l'empathie des interlocuteurs face auxquels ils sont exprimés<sup>42</sup>.

---

### La référence à la famille : déshumaniser l'ennemi, engendrer l'empathie

Les violences faites aux familles, et plus généralement aux « femmes et enfants innocents », constituent un autre élément commun à plusieurs des récits collectés auprès des déserteurs syriens en Jordanie, et aux déclarations de désertion filmées. Cette référence à la famille est associée à un sentiment de réprobation à l'égard de l'armée qui, par ses actes, porte atteinte aux normes et aux valeurs qui régissent l'ensemble de la société, telle la protection de la famille, des personnes vulnérables et innocentes. Elle constitue en ce sens un registre moral qui non seulement vise à déshumaniser l'armée<sup>43</sup> et à marquer une coupure nette avec celle-ci, mais aussi permet aux déserteurs de rallier une « communauté émotionnelle » axée autour des liens familiaux et d'appartenance locale, de la préservation de la dignité et de l'honneur. Elle convoque en outre des valeurs partagées par les interlocuteurs exposés à ces récits de la désertion, et vise à susciter leur identification, voire leur soutien. Ahmad, 20 ans, originaire de Deraa, explique ainsi son choix de quitter le service militaire obligatoire en juin 2011 : « J'ai décidé de quitter

42. C. Traïni, J. Siméant, « Introduction. Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? », art. cité, p. 18.

43. Concernant d'autres registres de déshumanisation du régime syrien, voir aussi, dans ce dossier, Laura Ruiz de Elvira, « De l'engagement armé à l'engagement humanitaire : trajectoires militantes, émotions et sentiments moraux dans la Syrie post-2011 », *Critique internationale*, 91, 2021, p. 23-44.

l'armée quand j'ai vu les images des avions militaires bombardant nos villages et nos familles. J'ai compris que l'armée ne visait pas les terroristes, comme ils les appelaient, mais nos frères : les enfants du pays ! »<sup>44</sup>. La disqualification des protestataires décrits comme des « terroristes » par le régime est rejetée. En rappelant que les victimes sont au contraire des « frères » et des « enfants du pays », Ahmed dénonce l'immoralité des mensonges et des violences pratiquées par le régime, tout en marquant sa proximité avec les cibles de la violence.

La référence à la sphère familiale menacée est aussi présente dans le récit d'Abou Nour. Quand les protestations débutent, il se trouve en service à Douma, près de Damas. Le régime a en effet déployé ses hommes loin des régions dont ils sont originaires, pour les empêcher de fraterniser avec les populations locales. Pendant plusieurs mois, il a interdiction de rentrer à Deraa, foyer des protestations, mais il parle au téléphone avec sa mère qui lui raconte les humiliations subies lors de l'irruption de l'armée syrienne dans la demeure familiale : « Quand les événements ont commencé, imagine un peu, moi, lieutenant de la Garde républicaine, je suis resté trois mois sans pouvoir rentrer à Deraa. Les appels étaient interdits, tous les militaires de Deraa qui était en service à Damas, Hama, Alep avaient interdiction de retourner dans leur gouvernorat et de prendre des nouvelles de l'intérieur. Quand j'ai réussi à appeler ma mère, elle m'a dit "Mon fils, c'est quoi ça ? C'est comme si les Israéliens étaient rentrés chez nous ! Ils [les militaires syriens] ont pénétré dans nos maisons, ils nous ont humiliés et ont outragé notre dignité et notre honneur !". Tout ça alors même qu'ils avaient vu une photo de moi avec Bachar al-Assad affichée sur le mur de ma maison. Ma mère leur avait dit que je servais dans la Garde républicaine ! Et malgré cela ils ont méprisé ma famille. Ils ont dit "Ton fils est en train d'insulter la patrie et le Président !". C'est à partir de ce moment-là que j'ai compris qu'il n'y avait plus de place pour moi dans cette armée qui avait pénétré chez moi et avait violé la dignité de ma famille ! ».

Entre rage et incrédulité, Abou Nour écoute le récit par sa mère de l'intrusion de l'armée dans la demeure familiale, et ressent comme une atteinte profonde à sa dignité et à son honneur les insultes et invectives verbales qui nient l'allégeance, pourtant attestée par une photo, de sa famille au régime. L'immoralité de l'armée syrienne est assimilée à celle de l'armée israélienne considérée comme l'« ennemi » par excellence. En opposant l'honneur et la dignité outragés à la cruauté d'une armée sans scrupules, le récit des agressions subies par la famille permet de justifier la désertion.

En Palestine, les militants évoquent les violences faites aux femmes lors des passages aux *check-points* israéliens comme des épisodes scandaleux qui renvoient à la métaphore de la nation violentée et renforcent le caractère illégitime et

44. Entretien réalisé en 2019 dans le camp de Zaatari où Ahmad est actuellement résident.

choquant de la violence subie, convoquant également des imaginaires sensibles et l'empathie des interlocuteurs, notamment occidentaux<sup>45</sup>. Dans le cas syrien, la mobilisation de cet imaginaire familial permet de disqualifier le régime tout en donnant une connotation positive à la désertion représentée comme un « devoir »<sup>46</sup> et qui permet de rejoindre le « côté de la vérité » et de la « justice » pour reprendre les propos d'Abou Khalil : « Le choix de la défection était un choix difficile, mais quand on se rend compte à quel point ce régime est injuste [zâlim] et illégitime, quand on voit que son peuple est confronté à la mort et la destruction, ce n'est plus si difficile de quitter les criminels et les injustes pour passer du côté de la vérité [saff al-baqq] ». Ce registre moral véhicule par ailleurs une quête de reconnaissance collective portée par ces déserteurs et relayée par les vidéos qui annoncent publiquement leurs désertions.

---

### Les vidéos des désertions : entre recherche de reconnaissance et mobilisation

Dès le début des désertions, les militaires syriens ont filmé leurs déclarations et diffusé les vidéos sur les réseaux sociaux. Si les premiers témoignages étaient des films amateurs qui visaient à répandre l'information le plus largement possible pour prouver l'affaiblissement du régime, le dispositif s'est progressivement professionnalisé avec l'apparition de discours structurés et d'une mise en scène codifiée véhiculant une véritable mobilisation politique<sup>47</sup>. Ces vidéos contribuent en outre à la circulation d'un ensemble de registres explicatifs autour desquels se structure un récit collectif de la désertion et que l'on retrouve avec certaines variations dans les récits des déserteurs rencontrés.

Un des premiers déserteurs à avoir été filmé est le jeune Walid al-Qashami<sup>48</sup>, recrue âgée d'une vingtaine d'années, originaire de la ville de Deraa, et soldat de la Garde républicaine qu'il a quittée en avril 2011. Filmé en uniforme sur un fond neutre, face à un interlocuteur qui lui pose des questions, le soldat semble troublé, à la fois par le souvenir encore vivant du contexte dans lequel a pris forme sa décision mais aussi par l'interaction avec la camera à laquelle il ne semble pas être habitué. Après s'être présenté et avoir montré sa carte d'identité

45. P. Larzillière, « Sentiment d'injustice et engagement. Les expressions militantes de chocs moraux en contexte coercitif ou autoritaire », art. cité, p. 167.

46. La notion de « devoir collectif » est aussi employée pour expliquer la prise des armes par les combattants de l'ASL. Romain Huët, « Quand les "malheureux" deviennent des "enragés" : ethnographie de moudjahidines syriens (2012-2014) », *Cultures & Conflits*, 97 (1), 2015, p. 31-75.

47. Sur les productions visuelles et artistiques dans la contestation syrienne, voir Cécile Boëx, « La grammaire iconographique de la révolte en Syrie : usages, techniques et supports », *Cultures & Conflits*, 91-92, 2013, p. 65-80.

48. La vidéo est consultable sur la plateforme en ligne « Mémoire créative de la révolution syrienne », sous le titre « Le soldat dissident Walid al-Qashami » (<https://creativememory.org/fr/archives/207229/le-soldat-dissident-walid-al-qashami/>) (consulté le 4 février 2021).

militaire, pour prouver la véracité des informations, il explique le contexte de sa désertion.

Interlocuteur – Dis-nous Walid, qu'est-ce qui t'est arrivé ?

Walid – Nous étions en train de nous préparer dans la base du mont Qassioun [à Damas] lorsque nous avons été informés qu'il y avait un groupe terroriste en train de tuer des civils à Damas et Harasta [au sud-ouest de la capitale]. Nous nous sommes changés et nous avons enfilé les tenues noires des troupes anti-terroristes. La direction nous avait préparé un arsenal d'armes.

– Combien étiez-vous ?

– Nous étions 250.

– Quand avez-vous été envoyés ?

– C'était le 23 avril 2011. Nous étions 250 personnes du groupe de la Saïqa, de la Garde républicaine.

– Quand vous êtes arrivés à Harasta, quelle était la situation ?

– Nous avons vu qu'il ne s'agissait pas de terroristes, mais de simples manifestants, des gens qui demandaient la chute du régime et criaient : « Avec notre âme et notre sang nous nous sacrifierons pour toi, ô liberté ! ». Nous avons été surpris de voir les services de sécurité commencer à tirer sur les manifestants sans aucune raison ! Ils tiraient sur les manifestants, les femmes et les enfants de Harasta.

– Et est-ce que tu as tiré ?

– Non, je n'ai pas tiré. Cinq autres amis et moi, nous n'avons pas tiré. Nous avons reçu l'ordre d'ouvrir le feu même sur des femmes et des enfants innocents qui n'avaient aucune arme, il y avait même des hommes torsés nus.

– Et comment vous êtes-vous enfuis ?

– Nous avons jeté les armes et nous sommes mis à courir dans la foule. Ce sont les femmes et les hommes qui nous ont protégés. Quand le général nous a vus, il a tiré sur nous. Mon ami a été blessé à l'épaule. Ensuite nous avons été amenés clandestinement dans une autre région.

– Qui a tiré sur vous et sur les manifestants ? Les hommes de la sécurité ?

– Oui ! Alors que, dans l'armée, notre serment est « Protéger la patrie, le peuple et le chef » ! Ce que nous avons vu, ce n'était pas du tout des milices armées, ils n'avaient même pas un couteau, ils demandaient juste la chute du régime.

– Tu veux envoyer quel message ?

– Je veux parler à tous les soldats syriens qui sont en train de faire couler le sang de femmes et d'enfants syriens, pour leur dire qu'en Syrie il n'y a aucun groupe

terroriste. En tant que militaire, j'appelle tous les militaires à ne pas verser le sang du peuple, des citoyens et des enfants.

Plusieurs arguments que j'ai retrouvés aussi dans les récits des ex-militaires rencontrés en Jordanie sont ici présents : d'abord, la scène du face à face avec la population civile victime d'une répression arbitraire qui constitue le moment de basculement conduisant le soldat à la fuite, ensuite la référence à un univers familial menacé, représentatif de la population civile tout entière, qui vient confirmer le caractère inéluctable de la désertion tout en lui conférant une connotation positive, voire héroïque. Walid, comme d'autres militaires, confirme ne pas avoir utilisé les armes contre la population pour prouver son refus de se compromettre en participant à la répression sanglante mise en œuvre par le régime. Le fait que cette vidéo s'achève sur un appel à la désertion d'autres militaires montre que ces témoignages sont employés par l'ASL comme outils de mobilisation quelques mois après sa création. En effet, ces films ont été alors utilisés pour afficher l'engagement des ex-militaires dans les groupes de l'opposition et encourager d'autres militaires à les rejoindre. Leur professionnalisation est perceptible par la mise en scène du témoignage et l'organisation des propos des interlocuteurs. La vidéo du colonel Hussein al-Harmoush, commandant du Bataillon 11, qui a déserté en juin 2011 et a pris part à la formation du Mouvement des officiers libres, ensuite intégré à l'ASL, a été diffusée en septembre. L'homme y apparaît en tenue militaire devant le drapeau de l'opposition syrienne. Il prononce tout d'abord une formule religieuse, puis se présente, et annonce sa défection et son allégeance à l'ASL. Sur un ton plus formel que celui de la jeune recrue, il avance les mêmes arguments : « Notre principale mission consiste à protéger les manifestants civils qui demandent la démocratie et la liberté. Les raisons de la désertion peuvent se résumer ainsi : 1) le massacre de civils innocents sur l'ensemble des territoires syriens ; 2) le renforcement des rangs de l'ASL pour sécuriser les villages. Il faut prendre les armes contre notre ennemi et non pas contre notre peuple innocent, notre mission est la protection du peuple, pas son assassinat ; 3) le massacre des femmes, des enfants et des personnes âgées, notamment celui de Jisr al-Choghour [dans le nord de la Syrie] »<sup>49</sup>. Dans la suite du film, il adresse plusieurs messages à la population pour l'inciter à rejoindre les manifestants et à prendre les rênes du pays. Il relaye également la quête de liberté et de démocratie portée par la « révolution » et appelle les puissances étrangères à soutenir le mouvement. Son annonce se termine par une série de slogans qui puisent dans le répertoire langagier de la révolution : « Pacifique, pacifique et non confessionnelle ! Un, un, un, le peuple syrien est un ! La Syrie restera et

49. La vidéo est consultable sur la plateforme en ligne « Mémoire créative de la révolution syrienne », sous le titre « Défection du lieutenant-colonel Hussein al-Harmoush 06/09/2011 » (<https://creativememory.org/fr/archives/207839/defection-du-lieutenant-colonel-hussein-al-harmoush-06-09-2011/>) (consulté le 4 février 2021).

Bachar al-Assad partira. La Syrie est libre et reste libre, elle appartient à tous et pas à une seule personne ! ».

Dans cette vidéo de quatre minutes dont les différentes parties sont mises en scène de façon très codifiée, on perçoit bien ce que Cécile Boëx qualifie de « protocole visuel, langagier et gestuel qui renvoie aux conventions des univers militaire et révolutionnaire ». Or ce protocole « vise à authentifier les défections et agit comme une instance de publicisation et de validation »<sup>50</sup>. De fait, ces films n'ont pas seulement vocation à éveiller les consciences et à susciter l'indignation par l'évocation des violences et des massacres commis par le régime, ils deviennent aussi des supports pour l'affichage politique de l'allégeance d'une partie de ces déserteurs à l'opposition politique. À plus long terme, ils serviront également, une fois le conflit terminé, de preuves documentaires pour témoigner de la non-implication de ces déserteurs dans les crimes de guerre du régime al-Assad. Il est difficile d'établir de quelle manière ces vidéos ont pu affecter plus généralement les récits des ex-militaires rencontrés en Jordanie. Il semble qu'elles aient tout au moins contribué à véhiculer un imaginaire collectif que les déserteurs se sont ensuite réapproprié lorsqu'il entrait en résonance avec leurs expériences individuelles. Cette articulation des expériences individuelles de la désertion à des formes d'identification collective s'est poursuivie plus tard, avec la mise en avant cette fois d'un registre victimaire, qui résulte des difficultés pour les déserteurs à intégrer de manière durable les groupes de l'opposition armée et plus généralement à se réinsérer professionnellement.

### La déception et l'amertume liées à la marginalisation et au déclassement post-désertion

Contrairement à d'autres conflits armés où les militaires déserteurs reconvertissent leurs capitaux « guerriers » dans les groupes de l'insurrection<sup>51</sup>, en Syrie, une partie seulement des ex-militaires ont rejoint l'opposition armée. Sur les neuf déserteurs que j'ai rencontrés en Jordanie, ils ne sont que deux. Et selon une autre étude menée sur un échantillon d'environ 90 de ces déserteurs réfugiés en Turquie, au Liban et en Jordanie, seule la moitié a rejoint la rébellion<sup>52</sup>. Cette absence de reconversion peut s'expliquer par la crainte de possibles représailles qui pousse de nombreux militaires à s'exiler avec leur famille, mais aussi par le manque d'encadrement organisationnel et l'absence de partage d'idéologie, ou du moins d'objectifs, avec les mouvements de l'opposition. Abou Khalil, par

50. C. Boëx « Montrer, dire et lutter par l'image », *Vacarme*, 61 (4), 2012, p. 126.

51. M. Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, op. cit. ; Nathalie Duclos (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, 2010.

52. D. Ohl, H. Albrecht, K. Koehler, « From Disaffection to Desertion: How Networks Facilitate Military Insubordination in Civil Conflict », art. cité, p. 7-8.



exemple, ne revendique pas la chute de l'ensemble des instances du régime, même s'il reconnaît les discriminations et la marginalisation dont une partie de la société syrienne a fait l'objet sous le régime al-Assad et qui ont conduit au soulèvement populaire. Par ailleurs, il arrive bien souvent que les déserteurs ne trouvent pas ce qu'ils étaient venus chercher en ralliant le camp des combattants qui ont pris les armes en 2011. Abou Nour a combattu pendant un an et demi dans la brigade Al-Walid, près de la frontière avec la Jordanie, avant de se désengager à nouveau. Pour expliquer ce choix, il évoque l'immoralité et la mécréance des groupes de l'opposition qu'il finit par assimiler au régime syrien : « J'ai décidé de retourner en Syrie avec l'ASL et j'ai combattu avec eux, mais honnêtement j'y ai retrouvé les mêmes pratiques que celles du régime et, cette fois, avec des gens qui ressemblaient à des bêtes féroces. Ils priaient pendant la journée et fumaient le soir, prenaient des drogues, pratiquaient viols et tueries ».

Même chose pour Hafez qui, au départ, partageait les revendications portées par les groupes de l'opposition, dont il dénonce ensuite la corruption et la reproduction des mêmes discriminations confessionnelles que celles pratiquées au sein des instances du pouvoir en place : « Quand j'ai intégré l'ASL, j'ai été étonné de découvrir que la réalité des factions de l'opposition ne correspondait pas à l'image que je m'étais faite des groupes armés ! Je pensais que tout mouvement révolutionnaire avait une vision, des principes fondés sur la démocratie, la liberté, la dignité de l'homme syrien et que la révolution était dirigée contre la corruption du régime. Mais j'ai découvert que cette opposition était encore plus corrompue que le régime ! (...) Je fais partie de la communauté druze et l'opposition islamiste ne m'a pas traité en tant que Syrien seulement parce que la communauté druze n'a pas participé activement à la révolution ! Ils n'ont pas donné d'importance à mon choix : j'ai quitté ma maison, ma famille, j'ai tout quitté pour défendre les Syriens sans faire de différence entre sunnites, alaouites ou chiïtes. (...) En tant que druze, j'ai été confronté à d'immenses difficultés ». Ainsi les pratiques de l'ASL remettent-elles en cause les sacrifices personnels qu'il a consentis pour participer à l'émergence d'une « citoyenneté syrienne » : Hafez a dû renoncer à être avec sa famille, interdite de quitter la Syrie depuis sa désertion, mais cette perte affective n'est compensée par aucune reconnaissance politique de la part de ceux dont il a rejoint les rangs.

Ce sentiment de déception et d'amertume est rendu plus douloureux encore par la dégradation des conditions de vie que les déserteurs endurent en exil avec leurs familles, et par les humiliations qu'ils subissent en tant que réfugiés. Ils ont en effet perdu tous les avantages matériels qui étaient associés à leurs fonctions dans l'armée, notamment en matière d'accès au logement, à la santé et à l'éducation. Après le pillage et le dynamitage de sa maison par l'armée régulière, la famille d'Abou Khalil s'est installée dans le camp de Zaatari qui venait juste d'être construit et n'était pas encore équipé en eau et en électricité. Les conséquences

biographiques particulièrement lourdes de la désertion sont aggravées par les difficultés de réinsertion professionnelle liées à la politique d'accueil jordanienne<sup>53</sup>. Si Mazen, arrivé en Jordanie à l'âge de 26 ans, a réussi à trouver un emploi à l'issue d'une formation professionnelle effectuée auprès d'une ONG internationale, Hafez, Abou Khaled et Abou Nour ne parviennent pas à trouver de domaine de reconversion en raison non seulement de leur âge – ils ont tous les trois plus de 50 ans – mais aussi de leur statut trop élevé dans la hiérarchie militaire. Aux difficultés physiques liées à un travail dans l'agriculture, le bâtiment, le secteur industriel ou les agences de sécurité privées, seuls emplois accessibles aux réfugiés syriens, depuis 2016, s'ajoute le refus de voir remise en cause leur place au sein de la hiérarchie sociale, comme en témoigne Abou Nour : « Alors que nous avons refusé de tuer, nous nous retrouvons à ne pouvoir ni travailler ni voyager. (...) La révolution s'est faite à notre détriment ! Je pourrais travailler en dehors du camp en tant qu'ouvrier mais, moi, j'ai une expérience de vingt-cinq ans dans l'armée, je ne sais pas travailler dans l'agriculture ou le bâtiment, je ne peux pas. Même si on nous emploie comme agents de sécurité, je ne peux pas accepter de devoir obéir à quelqu'un qui ne sait ni lire ni écrire ! ».

Les interactions avec les autorités jordaniennes sont un rappel au quotidien de ce déclassement à la fois matériel et symbolique. Le mépris avec lequel Abou Nour et les membres de sa famille sont traités par les représentants de l'administration et de la police, le renvoient à sa position de subordination : « J'ai deux enfants : mon garçon a réussi à poursuivre ses études à l'Université, ma fille non. Pendant l'entretien avec la direction, tu sais ce que lui a dit un des membres : "Ton père est un ancien militaire de la Garde républicaine, il peut aller travailler pour vous nourrir, tu n'as pas besoin de continuer des études !" ». Un jour, un membre de la sécurité m'interpelle. C'est un bédouin. Il me dit : "Tu étais lieutenant de Bachar al-Assad ? Maintenant tu es réfugié !" ». Avant, les gens comme lui étaient ceux qui me servaient le thé ! ».

L'humiliation ressentie par Abou Nour porte sur des points particulièrement sensibles : d'une part, la remise en cause des déserteurs dans leur capacité à pourvoir aux besoins de leurs familles, d'autre part, la perte du prestige symbolique qu'entraîne le passage du statut de militaire à celui de réfugié.

L'absence de reconversion dans le domaine guerrier ou dans d'autres domaines professionnels, la misère et l'humiliation de l'exil se traduisent par une dévalorisation de soi des ex-militaires. Ces perceptions négatives, qui parfois s'expriment dans un registre victimaire, doivent être comprises aussi dans le contexte plus large de l'évolution du conflit<sup>54</sup>. À partir de 2018, le régime a repris une

53. Katharina Lenner, Lewis Turner, « Making Refugees Work? The Politics of Integrating Syrian Refugees into the Labor Market in Jordan », *Middle East Critique*, 28 (1), 2019, p. 65-95.

54. Sur ce sujet et dans une perspective comparative, voir Lætitia Buaille, « Activistes palestiniens et sud-africains : l'estime de soi », *Politique africaine*, 101 (1), 2006, p. 149-170.

partie importante des territoires contrôlés par l'opposition armée, notamment dans le sud. Depuis, les déserteurs sont dans une impasse : ils ne peuvent pas faire de projets à long terme en Jordanie où leur accueil demeure temporaire, et ne peuvent pas envisager de partir s'installer dans des pays tiers parce que ceux-ci sont réticents à l'accueil d'anciens militaires. De plus, ils n'accordent que peu de crédit aux accords « de mise en règle » (*taswiyât*)<sup>55</sup> promus par le régime avec la médiation russe et à l'amnistie promulguée en octobre 2018 pour les déserteurs du service militaire et les défectionnaires<sup>56</sup> : selon eux, s'ils retournaient en Syrie, ils seraient emprisonnés ou renvoyés au combat. Par ailleurs, la réaffirmation du pouvoir de Damas n'a pas ouvert la voie à un processus de réconciliation nationale qui permettrait de réparer les fractures profondes que le conflit a créées au sein de la société. Face à la réaffirmation du régime par la force, les ex-militaires, qui considèrent n'appartenir ni au camp des « vainqueurs » ni à celui des « vaincus », se sentent disqualifiés et remis en cause des deux côtés. Cela ne les empêche pas de continuer à défendre la justesse de leur choix d'avoir déserté, aussi « difficile » et « coûteux » fût-il. C'est ce que fait Abou Khalil lorsque je lui demande s'il regrette sa décision : « Non, bien sûr non ! Parce qu'il y avait trop de sang versé. Ceux qui sont restés combattre, à tort ou raison, continueront à être en conflit intérieur avec eux-mêmes. Il se sont retrouvés face aux fils de leurs villages, de leurs régions ! Notre objectif ne doit pas être de s'entretuer ! Ma décision était indispensable (*jibâri*), contre la violence, contre ceux qui commettaient des crimes ».

Malgré un quotidien d'humiliation et de misère, les ex-militaires cherchent donc à donner un sens à leur désertion en mettant en avant la rectitude et la nécessité de leur décision. Ils estiment avoir évité de cette manière le sentiment de culpabilité qui hante les autres combattants coupables d'avoir massacré leurs concitoyens. Cette perception est partagée par les proches des déserteurs, en dépit des conséquences socioéconomiques de la désertion.

### Perceptions de la désertion dans l'entourage familial

Parce que le réseau associatif syrien en Jordanie est faible, notamment au sein des camps en raison de l'interdiction des associations et de l'absence d'instances de représentation de l'opposition politique, qui existent pourtant dans les autres pays d'accueil, notamment en Turquie<sup>57</sup>, les réseaux militants, amicaux et

55. Ces accords prévoient d'intégrer les ex-militaires dans une unité spéciale appelée le « Cinquième Corps » et de les rayer de la liste des personnes recherchées par les services de sécurité. Abdullah Al-Jabassini, « From Insurgents to Soldiers: The Fifth Assault Corps in Daraa, Southern Syria », *Middle East Directions*, 2019 (10.2870/742261).

56. *Ibid.*, p. 3.

57. Voir, dans ce dossier, L. Ruiz de Elvira, « De l'engagement armé à l'engagement humanitaire : trajectoires militantes, émotions et sentiments moraux dans la Syrie post-2011 », art. cité.

familiaux, jouent un rôle essentiel dans l'intégration et la perception de soi des ex-combattants<sup>58</sup>.

Certains travaux ont montré que les familles sont particulièrement impliquées dans le maintien de la santé mentale des militaires en temps de guerre<sup>59</sup>. Dans le cas syrien, la sphère familiale a subi des transformations majeures, mais elle est un espace de préservation des statuts sociaux d'avant-guerre. Les propos des épouses et des enfants de déserteurs recueillis lors de mes rencontres véhiculent une image positive qui mobilise des valeurs d'intégrité morale et de dévouement à la patrie. Par ailleurs, même si elle donne un rôle central aux femmes et aux enfants, la redistribution des économies familiales n'implique pas une remise en cause de l'autorité des hommes. C'est là un constat inédit par rapport à de nombreux travaux portant sur les conflits qui soulignent le renversement des rôles de genre et de génération : les femmes assument des tâches auparavant réservées aux hommes et constitutives d'une identité masculine, telles que la prise des armes<sup>60</sup> ou la subsistance familiale, et les jeunes affirment leur autorité au détriment des aînés<sup>61</sup>. Comme le remarque Camille Boutron pour le Pérou en guerre, face à l'impossibilité de « jouer les rôles qui leur sont échus au sein de la sphère familiale, les hommes éprouvent des difficultés à assumer leur virilité »<sup>62</sup>. Cette situation peut conduire dans l'après-guerre à un rétablissement violent des anciens équilibres et rôles de genre, tandis qu'en temps de guerre la reproduction des rapports de genre tels qu'ils se structuraient avant son déclenchement peut devenir une stratégie de survie mise en œuvre par le camp des « vaincus ». Parmi les Palestiniens exilés en 1948, par exemple, l'importance accordée à la préservation de l'honneur des femmes visait à préserver une dignité collective et à masquer les défaillances des hommes dans la protection des familles et de leurs terres<sup>63</sup>.

Dans le cas des déserteurs syriens exilés en Jordanie qui, pour rappel, sont principalement issus de milieux ruraux, la désertion demeure, malgré ses conséquences socioéconomiques, un choix valorisé au sein de la famille. Dans cette société où les hommes se voit attribuer le rôle de garants de l'honneur familial, elle est la preuve de l'intégrité non seulement du déserteur, mais aussi de l'ensemble de la famille. Celle d'Abou Khalil comprend les parents, quatre filles et deux garçons. Son épouse, Oum Khalil est enseignante. Les cadets, sa fille

58. L. Bucaille, « Activistes palestiniens et sud-africains : l'estime de soi », art. cité, p. 167.

59. Alison Howell, « Making War Work Resilience, Emotional Fitness, and Affective Economies in Western Militaries », dans L. Åhäll, T. Gregory (eds), *Emotions, Politics and War*, op. cit., p. 141-153.

60. L. Bucaille (dir.), « Femmes combattantes », *Critique internationale*, dossier, 60 (3), 2013.

61. Sur la prise des armes et les rapports intergénérationnels, voir Koen Vlassenroot, Timothy Raeymaekers, *Conflit et transformation sociale à l'est de la RDC*, Gent, Academia Press, 2004 ; M. Debos, « Les limites de l'accumulation par les armes. Itinéraires d'ex-combattants au Tchad », *Politique africaine*, 109 (1), 2008, p. 167-181.

62. Camille Boutron, « Réintégrer la vie civile après le conflit : entre invisibilisation et résistance. L'expérience des *ronderas* au Pérou », dans N. Duclos (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, op. cit., p. 111-142.

63. Stéphanie Latte Abdallah, « Subvertir le consentement. Itinéraires des femmes des camps de réfugiés palestiniens en Jordanie (1948-2001) », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 60 (1), 2005, p. 53-89.

Nour et son fils Khalil, travaillent eux aussi, respectivement dans une organisation humanitaire et dans la restauration, tout en poursuivant leurs études universitaires. Cette reconfiguration dans la contribution aux économies familiales, que l'on constate dans de nombreuses familles, n'engendre toutefois pas une redistribution des tâches domestiques. Abou Khalil s'occupe principalement des démarches administratives, de l'interface avec les organismes humanitaires et les autorités jordaniennes. Il continue par ailleurs à maintenir son autorité auprès de ses enfants en gardant un contrôle strict sur leurs relations et fréquentations. S'il ressort des conversations avec Oum Khalil qu'elle souffre des difficultés liées à la perte du confort matériel et à la vie dans le camp, en aucun cas la responsabilité n'en est attribuée au choix de désertion de son époux : « En Syrie, j'étais gâtée. Je ne travaillais pas. Nous avons un bel appartement à Dummar, près de Damas. Quand nous sommes arrivés dans le camp, il n'y avait même pas d'électricité. (...) Nous nous sommes habitués, nous n'avons pas choisi cette situation. Nous ne pouvons pas retourner en Syrie ! ».

Face aux violences de la guerre, la désertion d'Abou Khalil est perçue comme un moyen de préserver son intégrité en ne participant pas aux exactions commises par le régime ou par l'opposition. Cette notion d'intégrité est également mise en avant par les filles d'Abou Khalil qui voient la désertion de leur père comme un prolongement de son dévouement dans l'armée au service du peuple : « Mon père a tout risqué pour nous protéger et pour protéger son peuple, dit Nour. Il n'avait pas d'autre choix face à la violence criminelle du régime ».

Le choix d'Abou Khalil est donc présenté par sa fille comme inévitable car lié au contexte général de violence. De même, Oum Khalil rappelle, après avoir décrit les multiples effets de la guerre sur ses proches, que la fuite était le seul choix face à la défaite des deux camps : « En Syrie, il reste encore mes deux frères et une sœur qui a déménagé à Damas après que sa maison a été détruite par les opposants. Mes deux autres sœurs sont allées en Arabie Saoudite et au Liban. Nous avons perdu notre maison, détruite, cette fois, par le régime ! Ils [les services de renseignement] m'ont demandé : "Pourquoi ton mari a déserté ?". Puis ils ont détruit notre maison. De toute façon, des deux côtés, les Syriens ont fait des choix amers et sont perdants ! ».

Certes, ces discussions informelles et les interactions familiales observées dans le cadre des entretiens réalisés avec les déserteurs ne permettent pas de savoir si cette apparente unité ne masque pas des formes de remise en cause du rôle du père, qui dès lors ne s'exprimeraient qu'en privé. Cependant, les postures adoptées vis-à-vis de l'observateur externe permettent d'afficher une attitude positive qui fait contrepoids avec le quotidien de précarité matérielle et d'humiliation que subissent ces familles. L'assurance d'avoir fait ce qui était moralement correct et le consensus que ces actes suscitent au sein des familles constituent une source de réconfort pour les déserteurs. Cette piste de recherche, qui demeure largement

inexplorée, pourrait se révéler particulièrement pertinente pour mieux comprendre les défis de l'après-guerre.

**C**omment les militaires syriens qui ont quitté l'armée ont-ils, après coup, cherché à trouver un sens à leur trajectoire passée au sein de l'institution militaire ? L'analyse des registres émotionnels et moraux qu'ils convoquent dans leurs récits permet de montrer que ce processus de mise en sens passe principalement par la possibilité de rattacher ces expériences individuelles à des formes d'identification collective. Les déserteurs s'identifient à une communauté discriminée au sein de l'armée et de la société syrienne. Cette redéfinition du nouveau groupe d'appartenance et la prise de distance par rapport à l'ancien passent d'abord par des registres binaires opposant les « femmes et enfants innocents » aux criminels, les justes aux injustes, la vérité aux mensonges, l'humanité à l'animalité. Elles sont ensuite mises en scène et rendues visibles par les vidéos qui véhiculent la quête de reconnaissance des déserteurs. Enfin, elles se font par défaut, face à cette quête déçue et au déclassement social qui résulte de l'impossibilité pour les déserteurs d'intégrer les groupes de l'opposition armée et de reconverter leur savoir-faire. Le sentiment d'être une victime trouve cependant un apaisement, tout au moins dans le cercle familial. L'étude des émotions en temps de conflit permet ainsi d'analyser comment le changement de statut social tout au long d'une trajectoire individuelle s'accompagne d'une redéfinition des subjectivités. Elle révèle aussi le réagencement plus général des « économies morales » qui régissent les rapports entre les différentes composantes de la société. Seule la prise en compte de ces représentations contradictoires portées par les multiples acteurs du conflit permettra d'enclencher un processus de réconciliation et de sortie de guerre qui, en Syrie, demeure pour l'instant une issue encore lointaine. ■

**Valentina Napolitano** est docteure en sociologie politique à l'EHESS, et chercheuse associée à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo), à Amman. Ses recherches portent sur les migrations forcées, la violence politique et l'action collective au Proche-Orient (Syrie, Jordanie et Liban). Après avoir étudié les mobilisations politiques au sein des camps de réfugiés palestiniens à Damas, elle travaille sur les transformations de la sphère familiale syrienne face à la guerre. Elle a publié dernièrement « La politique jordanienne à l'égard des réfugiés syriens : entre hospitalité et protection des intérêts nationaux », avec Jalal Al-Husseini, *Confluences Méditerranée* (110 (3), 2019, p. 127-142), et « Circulations transnationales et transformations de l'engagement. Les militants palestiniens dans l'espace syro-libanais », *Revue internationale de politique comparée* (25 (1), 2018, p. 105-128).  
**v.napolitano@ifporient.org**

## Résumé

Face à la répression sanglante des manifestations contre le régime de Bachar al-Assad et à la violence du conflit qui s'est ensuivi, plusieurs milliers de militaires syriens ont fait le choix de quitter l'armée régulière entre 2011 et 2013. En questionnant le processus de cette désertion, plutôt que ses causes, cette contribution s'inscrit dans la lignée de travaux récents qui ont envisagé les trajectoires des acteurs en guerre sur un *continuum* allant de l'avant-guerre à l'après-guerre. Elle analyse conjointement les mutations des statuts sociaux occupés par les déserteurs au fur et à mesure de l'évolution du conflit, ainsi que les émotions et sentiments moraux mis en avant dans leurs récits. Cette approche vise tout d'abord à mettre en relief les procédés de mise en cohérence de la désertion avec les trajectoires passées et présentes des ex-militaires ; ensuite à comprendre la redéfinition des frontières entre les groupes et les « communautés émotionnelles » dans un contexte de guerre interne.

## Abstract

### ***Giving Meaning and Coherence to Desertion in the Context of War: The Emotions of Former Syrian Soldiers***

Faced with the bloody repression of protests against the regime of Bachar al-Assad and the violence of the subsequent conflict, between 2011 and 2013 several thousand Syrian soldiers chose to leave the regular army. By considering the process by which their desertion took place rather than its causes, the present paper follows in the footsteps of recent work that examines the trajectories of actors in war as part of a *continuum* running from the pre-war to postwar period. It simultaneously examines the transformation of deserters' social status over the course of the conflict as well as the emotions and moral sentiments emphasized in their accounts. This approach first seeks to highlight the processes by which a coherent account is developed to integrate the desertion into the former soldiers' past and present trajectories. It then attempts to understand how the frontiers between groups and "emotional communities" are redefined in a context of internal war.